

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1040^e
SÉANCE**

Vendredi 21 octobre 1966,
à 10 h 40

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 41 de l'ordre du jour:

Action dans le domaine du développement
industriel (suite):

- b) Rapport du Comité spécial concernant
l'Organisation des Nations Unies pour
le développement industriel (suite) 127

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel
(suite) [A/6433]:

- b) Rapport du Comité spécial concernant l'Orga-
nisation des Nations Unies pour le développement
industriel (suite) [A/6229, A/6303, chap. IV,
sect. IV; A/6368, A/6369, A/6415, A/6468, A/6473,
A/6474, A/6481, E/4203, chap. XII; A/C.2/L.863
et Corr.1]

1. M. O CLERIGH (Irlande) relève que la discussion générale, à laquelle il était opposé, a néanmoins permis de mettre en évidence les liens complexes entre toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la Deuxième Commission: le problème du développement forme un tout, et impose aussi des obligations morales. Ce n'est qu'en aidant les défavorisés où qu'ils soient et quels qu'ils soient et en défendant les droits de ceux qui sont économiquement les plus vulnérables, que l'on peut accomplir de véritables progrès. C'est pourquoi la délégation irlandaise, tout en appuyant le projet de résolution adopté par le Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (A/C.2/L.863 et Corr.1), espère qu'il tiendra dûment compte, dans sa version définitive, de la protection des droits des travailleurs et du domaine d'activité de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

2. Au sujet de l'alinéa a du paragraphe 23 du projet de résolution, la délégation irlandaise ne pense pas qu'il soit utile de multiplier les conférences d'annonce de contributions. Pour sa part, l'Irlande s'est déjà engagée à augmenter son aide aux pays moins favorisés en fonction de la croissance de son économie. M. Ó Clérigh n'est donc pas opposé en principe à des contributions volontaires à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), mais il ne croit pas que, du point de vue pratique, il soit indiqué de réunir une conférence spéciale à cet effet.

3. Il estime, comme le représentant du Japon, que la nouvelle organisation devrait s'inspirer de l'expérience du Centre de développement industriel. Il pense

aussi que, pour pouvoir profiter des services de l'ONU, conformément au projet de résolution, le secrétariat de l'ONUDI devrait s'installer à New York. Enfin, le représentant de l'Irlande espère que le Secrétaire général de l'ONU acceptera de rester en fonctions et désignera bientôt, parmi plusieurs candidats, celui qui aura la charge de guider l'ONUDI.

4. M. VLADOV (Bulgarie) voit dans la création de l'ONUDI un progrès important de la coopération économique internationale: la nouvelle organisation devra apporter son aide à tout pays qui en fera la demande, et non pas seulement aux pays en voie de développement. Elle devra encourager le développement industriel partout, et plus particulièrement dans les régions qui en ont le plus grand besoin, notamment au moyen d'échanges de renseignements et d'expériences techniques et scientifiques. C'est pourquoi le texte actuel du paragraphe 2 du projet de résolution, de l'avis du représentant de la Bulgarie, est inadéquat en ce sens qu'il limite les activités de l'ONUDI à certaines régions du monde.

5. En ce qui concerne le transfert à la nouvelle organisation des importantes activités du Centre de développement industriel, M. Vladov estime que celles-ci ont une portée plus large que celles envisagées au paragraphe 2, parce que le Centre faisait porter son action sur toutes les régions du monde, tout en donnant la priorité à certaines d'entre elles. Le nouvel élan donné à l'industrialisation des pays en voie de développement ne doit pas réduire la portée des activités menées jusqu'ici dans le cadre du Conseil économique et social. Le représentant de la Bulgarie estime qu'il faut harmoniser le paragraphe 2 avec le paragraphe 1, qui a une portée plus large. A cet égard, il faut s'inspirer de l'exemple d'autres organisations internationales, telles que l'OIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont l'action est universelle, bien qu'elle profite plus particulièrement aux pays en voie de développement.

6. M. Vladov, comme le représentant de la Tchécoslovaquie, estime que la nouvelle organisation doit être ouverte à tous et qu'il ne faut pas en écarter les pays qui ne sont pas membres de l'ONU ou des institutions spécialisées. Enfin, il pense que lorsque l'on mettra sur pied l'ONUDI il faudra s'inspirer de l'expérience du Centre de développement industriel en matière d'organisation et d'administration.

7. M. CARANICAS (Grèce) dit que le rapport du Comité spécial concernant l'ONUDI (A/6229) donne une image claire et complète de la nouvelle orga-

nisation envisagée, et il félicite le représentant du Pérou de ses efforts de conciliation. Le chapitre VI du rapport du Conseil économique et social (A/6303) contient une description complète de la situation, et le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a indiqué, dans son exposé (1023ème séance), ce que l'avenir réserve aux pays en voie de développement. Le fait que l'ONUDI verra le jour relativement tard aura pour conséquence favorable que la nouvelle organisation suscitera moins d'enthousiasme, donc moins de déceptions, et qu'elle pourra tirer profit de l'expérience du Centre de développement industriel. Les pays insuffisamment développés pourront aussi bénéficier des tout derniers progrès de la technique. M. Caranicas considère, comme le représentant de la Tchécoslovaquie, que l'ONUDI ne pourra pas résoudre tous les problèmes des pays en voie de développement; il ne faut donc pas en attendre trop, ni trop tôt, car l'industrialisation n'est qu'un des aspects du développement économique.

8. Touchant le projet de résolution, le représentant de la Grèce n'a aucune objection à formuler, si ce n'est concernant l'alinéa a, ix, du paragraphe 2, qu'il voudrait voir remplacer par un texte recueillant l'unanimité ou une grande majorité des voix. Il appuie la position du représentant du Royaume-Uni au sujet de l'alinéa a, x, du paragraphe 2 et de la nécessité d'entretenir des relations harmonieuses avec tous les organismes internationaux, y compris le Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle. Il espère que l'ONUDI s'efforcera de recruter son personnel parmi des experts hautement qualifiés et en tenant compte surtout de leurs compétences.

9. M. Caranicas rappelle enfin que le Gouvernement grec a offert à l'ONUDI d'établir son siège à Athènes (A/6473). Si les pays en voie de développement s'étaient mis d'accord auparavant à ce sujet, la Grèce aurait accepté leur choix: elle reste toutefois ouverte à toute suggestion et espère que le Conseil du développement industriel prendra la bonne décision au moment voulu.

M. Boiko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

10. M. IGWE (Nigéria) dit que sa délégation, coauteur du projet de résolution du Comité spécial concernant l'ONUDI, envisage pour la nouvelle organisation une fonction centrale de coordination de toutes les activités d'assistance de l'Organisation des Nations Unies aux pays en voie de développement en matière d'industrialisation. L'ONUDI devra permettre à ces pays de parvenir à un développement économique et industriel rapide sans passer par les étapes intermédiaires qu'ont connues les pays aujourd'hui développés. Il faudra à cette fin mobiliser pleinement toutes les ressources nationales et obtenir la coopération de la communauté internationale. Bien que l'industrialisation ne soit pas la panacée de tous les maux des pays en voie de développement, elle n'en est pas moins, comme l'histoire l'a montré, le fondement de tout progrès économique moderne.

11. Pour pouvoir contribuer à la croissance économique accélérée des pays en voie de développement, l'ONUDI devra se libérer des limitations qui paraly-

saient l'action du Centre de développement industriel: celui-ci, dépourvu de bases administratives sur le terrain, ne pouvait pas établir de rapports étroits avec les gouvernements pour les informer de ce qu'il pouvait faire pour eux; il en résultait une absence de projets, ce qui privait le Centre d'une participation équitable aux ressources du Fonds spécial. A cet égard, la délégation nigérienne se félicite de la décision qu'a prise récemment le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de désigner des experts industriels sur le terrain, qui aideront les gouvernements à élaborer des projets industriels et à présenter des demandes d'aide dans le domaine industriel.

12. A propos de l'alinéa a, v, du paragraphe 2, M. Igwe pense que l'ONUDI ne devrait pas seulement s'occuper des projets qu'elle aide à formuler, mais aussi assister les autorités nationales et institutions publiques qui entreprennent des études pour leurs gouvernements. Très souvent, des études de viabilité sont restées inutilisées, entraînant un gaspillage de précieuses ressources. L'ONUDI devra y remédier, en collaboration avec les commissions économiques régionales et contribuer à la présentation d'études de viabilité complètes pouvant être soumises directement à des institutions financières internationales.

13. Aucun aspect du développement économique n'est plus important que la formation de personnel, dont il est question à l'alinéa a, ix, du paragraphe 2. Les investissements dans ce domaine sont aussi importants et productifs que les investissements dans des ressources matérielles, d'autant plus que la plupart des pays en voie de développement se voient freinés dans leurs progrès surtout par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

14. La délégation nigérienne se félicite de ce que la nouvelle organisation mettra l'accent sur les industries manufacturières, comme l'indique le paragraphe 1, et elle espère que priorité sera donnée à l'établissement d'industries qui soient complémentaires du secteur agricole. La coordination des planifications agricole et industrielle est indispensable à une croissance économique équilibrée des pays en voie de développement, qui, pour l'instant, produisent essentiellement des produits primaires. L'industrialisation permettra d'augmenter la valeur des produits d'exportation et de fabriquer des produits qui se substitueront aux principaux produits importés.

15. La planification régionale de l'industrialisation des pays en voie de développement, dont il est question à l'alinéa a, vi, du paragraphe 2, est de la plus grande importance: l'expérience a prouvé, en effet, que les industries ne sont viables que si elles peuvent compter sur une demande effective suffisante, ce qui n'est pas le cas dans bien des pays en voie de développement à faible revenu par habitant. Certains économistes en ont tiré la conclusion qu'il convenait de procéder dans ces pays à une industrialisation rapide et d'y créer simultanément diverses industries, génératrices de nombreux emplois nouveaux et, par tant, d'un accroissement rapide des revenus. La délégation nigérienne penche toutefois pour la thèse d'autres économistes, selon lesquels il n'est pas rentable d'implanter dans les pays à faible population,

même si le revenu par habitant y est élevé, des industries exigeant un volume relativement considérable de production. C'est ce fait qui a conduit à la formation de marchés communs et d'associations du même genre.

16. Le représentant de la Nigéria ne pense pas que le projet de résolution énumère toutes les fonctions que l'ONUDI devra assumer; il espère qu'avec le temps elle pourra étendre ses activités, afin de fournir une assistance pratique et plus efficace aux pays en voie de développement et d'obtenir ainsi des résultats rapides.

17. M. Enaldo CAMAZ DE MAGALHAES (Brésil) est d'avis que la Commission doit prendre toutes mesures utiles pour permettre à l'ONUDI de commencer son activité sans retard. L'industrialisation est un objectif primordial en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Jusqu'à présent, on n'y avait vu qu'un moyen d'augmenter les productions de substitution. Or, le développement industriel, loin d'être une fin en soi, doit viser à modifier les conditions sociales et à élever la productivité et le niveau de vie des populations.

18. Le projet de résolution est le résultat d'un compromis équitabie auquel les différents groupes de pays ont abouti au terme de longues négociations. C'est pourquoi la Commission doit repousser toute tentative de remettre en cause ce compromis. Pour ce qui est des dispositions financières, le paragraphe 23 du projet de résolution indique les différentes méthodes de versement des contributions, tenant compte ainsi des divers points de vue exprimés au cours des négociations. Le représentant du Brésil ne pense pas qu'il faille insister par trop sur la question de la coordination entre l'ONUDI et les institutions spécialisées; il lui semble, en tout cas, prématuré de le faire avant que l'ONUDI n'ait commencé ses activités. Il faut que soit reconnu le rôle coordonnateur de la nouvelle organisation, mais celle-ci ne tendra vraisemblablement pas à monopoliser les domaines d'activité dans lesquels certaines institutions spécialisées se sont distinguées depuis tant d'années.

19. La délégation brésilienne espère que, malgré les réserves formulées par certaines délégations (voir A/6229, par. 12), l'ONUDI obtiendra les appuis financiers indispensables à son succès et que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité, étant bien entendu que tous les groupes respecteront la solution de compromis dégagée au Comité spécial.

20. M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie) tient tout d'abord à assurer les délégations du Botswana et du Lesotho que les deux nouveaux Etats africains peuvent compter sur l'entière coopération de la Tanzanie.

21. Du fait de leur situation économique défavorable, les pays africains sont tout particulièrement anxieux de voir l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel commencer promptement ses activités en se fondant sur un mandat suffisamment vaste et sur des ressources humaines, et surtout financières, assez abondantes pour lui permettre de faire face à sa tâche.

22. La délégation tanzanienne, qui, au Comité spécial concernant l'ONUDI, a participé à l'élaboration du projet de statuts, ne partage pas la crainte parfois exprimée que la nouvelle organisation ne soit en quelque sorte réservée à une partie des Membres de l'ONU; l'ONUDI est avant tout un organisme des Nations Unies et doit par conséquent être conforme à tous les autres quant à sa composition et à ses objectifs, que la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale rattache, d'ailleurs, directement à des articles précis de la Charte des Nations Unies.

23. En ce qui concerne la coordination des travaux de l'ONUDI avec ceux des autres institutions et organismes intéressés au développement industriel, il est essentiel de souligner le rôle directeur qui doit revenir à la première, sans toutefois minimiser l'importance du rôle des autres organisations. La délégation tanzanienne estime que le projet de statuts tient parfaitement compte de cette nécessité, mais elle pourrait cependant, s'il le fallait, accepter une modification à l'alinéa a, ix, du paragraphe 2, qui pourrait calmer les craintes des autres organisations sans altérer le rôle directeur de l'ONUDI. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'en dehors des institutions principalement intéressées au développement industriel, comme l'OIT, l'ONUDI doit également coopérer avec d'autres institutions spécialisées, comme la FAO, en matière de transformation des produits agricoles, et l'UNESCO, en matière de formation, ainsi qu'avec des organisations comme les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI), qui fournissent des avis consultatifs à de nombreux gouvernements, particulièrement en Afrique orientale.

24. L'une des principales insuffisances des travaux du Centre de développement industriel résidait dans l'impossibilité pour cet organisme de mobiliser les capitaux nécessaires à la réalisation des projets que ses études révélaient viables. L'ONUDI devra s'efforcer de combler cet écart, et il y aurait peut-être intérêt à renforcer les paragraphes du projet de statuts concernant le mécanisme déjà prévu à cet effet.

25. En ce qui concerne le Conseil du développement industriel, la délégation tanzanienne aurait préféré qu'il comportât 55 membres, mais elle s'est ralliée au compromis de 45 membres réalisé au Comité spécial; elle aurait souhaité voir l'Afrique y jouir d'une représentation plus importante, mais acceptera la composition proposée par le Comité spécial. Le fonctionnement du Conseil et de ses organes subsidiaires devra, selon M. Mwaluko, être étudié dès la première session du Conseil à la lumière de l'expérience particulièrement instructive du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). Cependant, il convient d'insister tout particulièrement sur les relations qui devront s'établir entre l'ONUDI et la Commission des articles manufacturés de l'UNCTAD et qui sont d'ailleurs très précisément définies par le paragraphe 29 du projet de statuts. L'ONUDI devra se préoccuper avant tout de la création d'industries dans les pays en voie de développement, puisque la Commission des articles manufacturés s'intéresse plutôt à l'expansion du commerce des produits de ces industries.

26. Le financement de la nouvelle organisation, et surtout celui de ses activités opérationnelles, revêt une importance extrême. M. Mwaluko est vivement encouragé par certaines remarques préliminaires formulées, soit dans des déclarations générales, soit dans le débat concernant l'ONUDI, qui semblent indiquer que celle-ci entreprendra ses travaux avec des ressources financières suffisantes. Il estime que la convocation d'une conférence d'annonce des contributions est indispensable, mais reconnaît la validité de certaines suggestions — notamment celle qu'a formulée le représentant de la France (1036ème séance) — qui permettraient à l'Organisation de se procurer des ressources plus abondantes par des voies diverses.

27. Selon la délégation tanzanienne, il est indispensable que ce soit la Deuxième Commission qui se prononce, dès la présente session, sur le siège de la nouvelle organisation. Il ne faut pas oublier que la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale prévoit la constitution immédiate de l'ONUDI, et l'expérience de l'UNCTAD a fait ressortir les inconvénients que pouvait entraîner la remise de la décision concernant le siège. En raison du très grand nombre d'offres reçues, il y a intérêt à ce que la Deuxième Commission fasse immédiatement un choix, compte tenu des avantages qu'offre chacune des capitales proposées, du point de vue de la décentralisation, de la proximité des régions où le problème de l'industrialisation est le plus aigu et des facilités d'accès pour les délégations.

28. Enfin, l'importance de la coopération et de l'intégration économiques à l'échelon sous-régional, qui a déjà été soulignée par plusieurs délégations africaines dans leurs déclarations générales, est tout particulièrement marquée lorsqu'il s'agit de l'industrialisation, où cette coopération est indispensable tant en ce qui concerne les investissements que le personnel technique et les débouchés commerciaux.

29. En terminant, M. Mwaluko tient à rendre hommage à l'œuvre remarquable qu'ont accomplie le Commissaire au développement industriel et ses collaborateurs dans le cadre des ressources limitées dont disposait le Centre.

30. M. WILMOT (Ghana) dit qu'en adoptant la résolution 2089 (XX), l'Assemblée générale a reconnu l'importance de l'industrialisation pour la croissance économique des pays en voie de développement. La création de l'ONUDI offre également des raisons d'espérer que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement concernant la production industrielle seront rapidement réalisés.

31. Les activités de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans le domaine de l'industrialisation ne sont guère satisfaisantes. Bien que les pays en voie de développement aient réalisé, au cours de la première moitié de la Décennie, des taux de croissance industrielle de 7 à 8 p. 100, ils ne peuvent espérer réduire dans un avenir prévisible l'écart entre leur production industrielle par habitant et celle des pays développés sans une aide plus efficace de la communauté internationale.

32. C'est sans doute la reconnaissance de cet état de choses qui a incité l'ONU à créer le Centre de

développement industriel. Malgré l'insuffisance des ressources dont il disposait, le Centre a rapidement étendu ses activités, qui portent à l'heure actuelle sur de nombreux domaines passés en revue dans le dernier rapport du Comité du développement industriel (E/4203). En ce qui concerne les activités opérationnelles, le Centre a exécuté avec succès le nouveau programme de services industriels spéciaux. Toutefois, comme l'a reconnu le Commissaire au développement industriel dans sa déclaration au Comité économique, lors de la quarante et unième session du Conseil économique et social^{1/}, il serait peu réaliste de tenir compte du seul rythme d'expansion des activités du Centre, qui sont nettement insuffisantes au regard des besoins croissants des pays en voie de développement. Le caractère limité de son mandat et l'insuffisance de ses ressources financières ont, en effet, empêché le Centre de s'attaquer à certaines tâches essentielles du développement industriel.

33. Dans ce contexte, la délégation ghanéenne ne peut que se féliciter du rapport du Comité spécial concernant l'ONUDI (A/6229) et, plus spécialement, du projet de résolution recommandé par ce comité. Cependant, l'efficacité et le succès de l'ONUDI seront tributaires de la structure qu'elle recevra et des ressources qui seront mises à sa disposition pour satisfaire sans à-coups tous les besoins vitaux des pays du tiers monde dans le domaine du développement industriel. Ces deux facteurs dépendront à leur tour, dans une large mesure, de l'attitude des Etats membres de l'ONUDI et en particulier de celle des pays développés. A en juger d'après l'obstination avec laquelle plusieurs pays développés se sont opposés au sein de la Deuxième Commission à la création d'une nouvelle organisation internationale pour le développement industriel, il n'est pas évident, à priori, que l'ONUDI exercera des fonctions essentiellement différentes de celles du Centre de développement industriel. On ne saurait oublier que certains pays conseillent encore aux pays en voie de développement de concentrer leurs efforts sur l'agriculture et de ne passer à l'industrialisation que lorsque leur population sera adéquatement nourrie. L'évolution de l'économie mondiale a cependant démontré que seule l'industrialisation permet d'élever le niveau de vie et la production agricole elle-même. Si l'on veut que la nouvelle organisation réalise ses objectifs fondamentaux, il faut abandonner toutes les idées préconçues touchant l'importance relative de l'industrialisation pour les pays en voie de développement et s'en tenir aux dispositions du projet de résolution présenté par le Comité spécial.

34. Le projet reflète l'accord qui s'est réalisé quant aux buts de la nouvelle organisation et le désir, partagé par tous, de doter l'ONUDI de l'autonomie dont elle a besoin pour animer et diriger les activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation. Pour remplir ce rôle, l'ONUDI aura à définir le cadre de ces activités et devra, dans une large mesure, être responsable de leur coordination. Les fonctions dont elle a été dotée visent à orienter les activités de l'ONUDI vers des tâches opérationnelles et l'assistance directe aux pays en voie de

^{1/} Voir document E/AC.6/L.345 et Corr.1 et 2.

développement. La délégation ghanéenne préférerait, pour sa part, que le budget opérationnel de l'ONUDI soit financé pour l'essentiel au moyen de contributions annoncées à une conférence annuelle spéciale réunie à cet effet. Elle n'en accepte pas moins les dispositions qui prévoient d'autres modalités de financement. Elle espère enfin que les délégations qui ont formulé des réserves touchant certains arrangements accepteront le projet dans sa rédaction actuelle, sauf pour ce qui est de l'amendement à l'alinéa a, ix, du paragraphe 2, qui sera présenté pour mieux délimiter les fonctions respectives de l'ONUDI et de l'OIT dans le domaine de la formation professionnelle. Le projet de résolution constitue une solution de compromis soigneusement équilibrée, qu'il importe de préserver. M. Wilmot exprime à ce propos l'espoir que toutes les délégations ayant formulé des réserves suivront l'exemple des Etats-Unis et du Royaume-Uni dont les représentants ont déclaré qu'ils voteraient en faveur du projet de résolution.

35. Le succès de l'ONUDI dépend de l'importance que prendront ses activités opérationnelles. Si le Centre de développement industriel n'a pas réussi à satisfaire les besoins des pays du tiers monde en matière d'industrialisation, c'est en grande partie à cause de l'intérêt exagéré qu'il a porté aux activités de recherche. L'ONUDI ne doit pas à son tour se transformer en un institut de recherche. Elle doit être dotée de ressources suffisantes pour être à même d'aider les pays en voie de développement à créer des industries susceptibles de contribuer à leur expansion agricole, de leur permettre de réaliser des économies de devises et de diversifier leurs exportations.

36. Le représentant du Ghana dit en terminant que l'ONUDI tirera sans aucun doute profit des travaux du futur Colloque international sur le développement industriel. Les colloques régionaux qui l'ont précédé ont en effet constitué un important pas en avant dans le domaine des activités industrielles de l'Organisation des Nations Unies.

37. M. SELFE (Afrique du Sud) tient à féliciter le Comité spécial concernant l'ONUDI et son président d'avoir réussi à élaborer un texte de compromis qui est suffisamment souple pour répondre à des exigences très diverses, comme en témoigne particulièrement l'alinéa a du paragraphe 2, relatif aux activités opérationnelles, et les paragraphes 22 et 23 qui prévoient chacun trois possibilités différentes pour le financement des activités opérationnelles et pour le versement des contributions volontaires.

38. Le projet de statuts contient également des dispositions satisfaisantes au sujet de la coordination des travaux de l'ONUDI avec ceux d'autres organisations, notamment les BIRPI.

39. Le projet présenté par le Comité spécial est donc aussi satisfaisant que possible, et la délégation sud-africaine estime, dans ces conditions, que la Commission aurait intérêt, conformément à la suggestion formulée par le représentant du Royaume-Uni, à enregistrer les réserves qui lui paraîtraient essentielles et à adopter le projet tel qu'il est.

40. M. INGRAM (Australie) dit que, malgré ses imperfections et ses ambiguïtés, le projet de résolution constitue un compromis véritable et, partant, un accord réel. La délégation australienne espère elle aussi qu'il sera adopté à l'unanimité. Bien que les paragraphes 7, alinéa e, 27, 28, 33 et 34 (consacrés à la coordination) paraissent à première vue entachés de contradictions, leur objectif d'ensemble est fort clair. S'il est normal que l'ONUDI soit chargée au premier chef d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les diverses organisations des Nations Unies, il n'en demeure pas moins que le développement industriel empiète sur de nombreux aspects du développement économique et social. Dès lors, l'on est en droit de s'attendre à ce que la coordination des activités industrielles et d'autres activités de développement incombe au Conseil économique et social. En accordant à la coordination la place qui lui revient, le projet de résolution est entièrement conforme à la Charte des Nations Unies. Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail a déclaré à ce propos, à la cinquantième session de la Conférence internationale du Travail, en 1966, que la création de l'ONUDI et l'élan qu'elle donnerait à l'effort d'industrialisation dans les pays en voie de développement renforceraient considérablement l'efficacité des activités de l'OIT.

41. Un autre aspect notable du projet de résolution est l'accent mis sur les activités régionales, notamment la coopération avec les commissions économiques. La délégation australienne attache une grande importance à ce dernier point. L'Australie a, en effet, appuyé la création par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient d'un conseil asiatique du développement industriel et elle espère que cet organe travaillera en étroite coopération avec l'ONUDI.

42. Du fait de la multiplication des organismes, une coopération efficace entre eux exige de bonnes relations de travail. Le Secrétaire général a rappelé, dans l'avant-propos au projet de budget pour l'exercice 1967 (A/6305), que la création au sein du Secrétariat de services autonomes posait de graves problèmes sur le plan de la hiérarchie et sur celui des responsabilités. Cette tendance n'était pas, selon lui, entièrement compatible avec la notion d'un secrétariat unifié, dont les membres travailleraient en équipe à l'accomplissement des principales fins de l'Organisation. Dans ces conditions, les divers services risquaient fort d'être amenés à se préoccuper par trop de leurs besoins futurs au lieu de s'efforcer d'utiliser efficacement les crédits et ressources dont ils disposaient. Lorsqu'on envisageait la création de services autonomes, il fallait donc penser, non seulement aux avantages qui pouvaient en résulter pour tel ou tel programme fonctionnel, mais aussi au fait que le Secrétariat dépendait, pour des raisons d'économie et d'efficacité administrative, de services centraux d'appui.

43. M. Ingram note, à propos de l'alinéa a, x, du paragraphe 2 du projet de résolution, que la question de l'amélioration du régime international de la propriété industrielle relève également de la compé-

tence des BIRPI. Sa délégation n'a pas jugé utile de présenter un amendement à cet alinéa, étant donné que le paragraphe 35 prévoit que l'Organisation peut établir des relations de travail avec les organisations intergouvernementales intéressées. Il est en fait souhaitable que de telles relations existent entre l'ONUDI et les BIRPI. La délégation australienne fait siennes les observations du représentant de l'Italie concernant le personnel de l'ONUDI. Les pays en voie de développement ont besoin d'une organisation capable de les conseiller en toute impartialité et offrant toutes les garanties sur le plan de la compétence technique. En effet, il arrive que des organismes privés ou publics, malgré la haute intégrité de leur personnel, préconisent des projets industriels qui ne répondent pas toujours aux intérêts économiques des pays en voie de développement eux-mêmes.

44. Après avoir appelé l'attention de la Commission sur l'importance de l'action dans le domaine des industries à haute densité de main-d'œuvre, le représentant de l'Australie dit que son pays continuera à financer les activités relatives à l'industrialisation par le canal du PNUD.

45. M. LOUYA (République démocratique du Congo) rend hommage à l'action du Commissaire au développement industriel et au rôle joué par le Centre de développement industriel. La création de l'ONUDI concrétise les aspirations de la Décennie pour le développement. Certes, l'industrialisation ne résout pas tous les problèmes, mais elle est la base du progrès économique et social. L'industrialisation des pays en voie de développement exige au premier chef la création d'industries nouvelles et l'expansion des industries existantes, et l'ONUDI devrait s'attacher à étudier les immenses possibilités qui exis-

tent dans ce domaine. Il importe également d'attirer l'attention de l'ONUDI sur le fait que le principal obstacle auquel se heurtent les pays du tiers monde est la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de chefs d'entreprise. L'exemple de pays développés, comme le Japon et l'Allemagne, a clairement démontré que le progrès économique dépend davantage de l'existence de cadres de gestion compétents que des ressources en capitaux. Les pays du tiers monde, et plus particulièrement les pays africains, n'ont pas été en mesure de former suffisamment de personnel technique et de direction, et ils ont trop souvent tendance à faire appel à des spécialistes étrangers. Outre son coût élevé, cette méthode n'apporte aucune solution au problème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Certes, l'OIT a fourni dans ce domaine une assistance appréciable aux gouvernements des pays en voie de développement, mais ses activités sont encore bien en deçà de leurs besoins. Le représentant du Congo exprime l'espoir que l'ONUDI, en collaboration avec l'OIT, aidera les pays en voie de développement à former le personnel nécessaire pour leur développement industriel.

46. La délégation congolaise appuie le projet de résolution du Comité spécial. Elle est notamment favorable à ce que le Conseil du développement industriel soit composé de 45 membres élus par l'Assemblée générale. Elle appuie en outre les dispositions financières envisagées et estime qu'une conférence d'annonce des contributions est essentielle pour assurer l'autonomie véritable de l'Organisation, mais que les gouvernements qui le désirent doivent avoir toute latitude de fournir leurs contributions d'une autre manière. Elle estime enfin que l'ONUDI devrait avoir son siège dans un pays en voie de développement.

La séance est levée à 12 h 45.